

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 9 juin 2016

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**82 2015.RRGR.1114 Motion 287-2015 Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
Réduction des primes: ne pas privilégier les familles qui font garder leurs enfants**

N° de l'intervention: 287-2015
N° d'affaire: 2015.RRGR.1114
Déposée le: 16.11.2015
Déposée par: Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
(porte-parole)
Blank (Aarberg, UDC)
Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, UDF)
Herren-Brauen (Rosshäusern, PBD)
Cosignataires: 42
Urgence: refusée le 19.11.2015
N° d'ACE: 501/2016 du 4 mai 2016
Direction: JCE

Réduction des primes: ne pas privilégier les familles qui font garder leurs enfants

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier les bases légales pour que la déduction des frais de garde des enfants par des tierces personnes au sens de l'article 38, alinéa 1, lettre / de la loi sur les impôts ne soit pas prise en compte lors du calcul du revenu déterminant pour la réduction des primes d'assurance-maladie.

Développement :

En septembre dernier, le Grand Conseil a porté la déduction des frais de garde à 8000 francs au plus par enfant. Cette modification se répercute de plein fouet sur le calcul de la réduction des primes et crée de grosses injustices entre les familles qui s'occupent elles-mêmes de leurs enfants et celles qui les font garder et profitent donc de la déduction.

La situation induite par la modification est même en contradiction avec le principe selon lequel la réduction des primes est accordée en fonction de la capacité économique des bénéficiaires.

Exemple de deux familles de même capacité économique :

L'une fait garder ses enfants, l'autre non. La première bénéficie d'une réduction des primes plus importante que la seconde.

Cette injustice est choquante et doit être corrigée le plus rapidement possible.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Le Conseil-exécutif prend position comme suit :

Le calcul du droit à la réduction des primes de l'assurance-maladie se fonde sur les conditions personnelles, familiales et financières de la famille ou de la personne élevant seule ses enfants. Le revenu net ainsi que la fortune nette conformément à la taxation fiscale servent de base de calcul pour déterminer la situation financière (art. 16 de la loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire [LiLAMAM] et art. 6, al. 1 de l'ordonnance cantonale sur l'assurance-maladie [OCAMa]). Des données chiffrées inscrites sous différents postes de la taxation fiscale sont déduites du revenu net (p. ex. cotisations volontaires de prévoyance individuelle liée [pilier 3a], déduction pour époux exerçant tous deux une activité

lucrative, déduction pour collaboration dans l'entreprise de l'époux ou de l'épouse) ou alors ajoutées à celui-ci.

Les auteurs de la motion demandent que le montant de la déduction pour frais de garde par des tiers, prévue par le droit fiscal, soit ajouté au revenu net lors du calcul du droit à la réduction des primes. Cette déduction n'est admise pour les personnes mariées que lorsque les deux époux exercent une activité lucrative, qu'ils subissent tous deux une incapacité de gain permanente ou que le conjoint sans activité lucrative subit une incapacité de gain permanente. Les personnes seules n'ont droit à cette déduction que si elles exercent une activité lucrative ou subissent une incapacité de gain permanente. Il ne s'agit pas d'une déduction forfaitaire. Seuls les frais supplémentaires prouvés, jusqu'à 8000 francs au maximum, peuvent être déduits (voir art. 38, al. 1, lit. I de la loi cantonale sur les impôts ; [LI]).

Les bénéficiaires de la réduction des primes vivent dans des conditions économiques modestes et font partie de la catégorie de la population qui gagne les salaires les plus bas. Les familles qui appartiennent à cette catégorie ont très souvent besoin de deux salaires pour vivre sans devoir recourir à un soutien financier extérieur (comme l'aide sociale). Il n'est donc pas correct de dire que les familles qui ont droit à la réduction des primes font le choix de dépenser pour faire garder leurs enfants par des tiers. Parmi les ménages qui peuvent prétendre à cette réduction, le nombre de familles monoparentales est par ailleurs nettement supérieur à la moyenne. Pour ces familles, les frais de garde sont une nécessité financière et ne relèvent nullement d'un choix.

La réduction des primes doit permettre de décharger financièrement les familles en particulier (art. 14, al. 2 LiLAMAM). Si la motion était adoptée, jusqu'à 3000 familles perdraient leur droit à la réduction des primes. La correction demandée par les auteurs de la motion aurait avant tout des conséquences sur les familles disposant des salaires les plus bas qui, pour des raisons financières, doivent faire garder leurs enfants par des tiers. Les coûts de cette garde réduisent le pouvoir d'achat de ces familles et péjorent par conséquent leur capacité économique qui est plus faible que celle d'une famille qui gagne le même revenu mais ne recourt pas à une prise en charge extrafamiliale. Etant donné que la capacité économique est l'élément déterminant en matière de réduction des primes, il est essentiel que les frais de garde des enfants par des tiers soient pris en compte lors du calcul. Si tel n'était pas le cas, l'égalité de traitement entre les familles, du point de vue de la capacité économique, ne serait plus garantie. Par conséquent, il serait inopportun de calculer le droit à la réduction des primes de l'assurance-maladie sans tenir compte de la déduction pour les frais de garde par des tiers.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Wir haben noch ein Geschäft zu behandeln, Traktandum 82, die Motion Löffel EVP «Keine Bevorzugung von Familien mit Drittbetreuung bei der Prämienverbilligung». Der Regierungsrat empfiehlt die Ablehnung. Wir führen eine freie Debatte. Ich erteile das Wort Grossrat Löffel und im Anschluss Regierungsrat Neuhaus.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich habe vor der Mittagspause nach einem Weg gesucht, dieses Geschäft möglichst schnell abzuhandeln. Dies werden Sie am Schluss meines Votums hören. Lassen Sie mich kurz ausholen. Vor knapp drei Jahren überwiesen wir hier mit 105 Ja- gegen 33 Nein-Stimmen eine Motion von Grossrat Bhend und mir, welche verlangte, dass verheiratete und Konkubinatspaare, namentlich solche mit Kindern, bei den Krankenkassenprämienverbilligungen gleichbehandelt werden sollen. Damit hätte eine offensichtliche und grosse Ungerechtigkeit beseitigt werden sollen. Was hat die zuständige Direktion während dieser drei Jahre gemacht? Es wurde ein Gutachten in Auftrag gegeben, welches die von Anfang an ablehnende Haltung der JKG bestätigt und das Nichtstun rechtfertigt. Auch drei Jahre nach dem klaren Auftrag, diese Ungerechtigkeit zu beseitigen, besteht diese weiterhin. Leute, welche nie und nimmer in bescheidenen Verhältnissen leben, erhalten Krankenkassenprämienverbilligungen, so beispielsweise eine geschiedene Frau mit zwei Kindern, die jetzt mit einem Partner zusammenlebt, welcher weit über 100 000 Franken jährlich verdient. Weil diese Frau als alleinerziehend gilt, erhält sie Prämienverbilligungen. Der heutige Vorstoss ist eine Fortsetzung dieser unschönen Ungleichbehandlungsgeschichte. Vergangenen September beschlossen wir im Rahmen des Steuergesetzes (StG) eine Erhöhung der Abzüge für die externe Kinderbetreuung auf maximal 8000 Franken pro Kind. Dies ist gut und für viele Familien auch richtig

so. Dank dieses Beschlusses wird aber die bereits erwähnte Ungerechtigkeit bei der Berechnung der Anspruchsberechtigung für die Krankenkassenprämienverbilligung nicht nur verstärkt, sondern die bestehende Ungleichbehandlung von Familien, welche ihre Kinder selber betreuen, gegenüber solchen, die sie extern betreuen lassen, noch ungerechter. Es kann nicht die Aufgabe des Staats sein, eine bestimmte Form von Kinderbetreuung zu privilegieren und quasi zu behaupten, die Kinderbetreuung selber zu organisieren koste nichts! Unsere Motion verlangt mehr Gerechtigkeit bei der Berechnung der Anspruchsberechtigung. Die Aussage der Regierung in ihrer Antwort, wonach Bezügerinnen von Prämienverbilligungen in wirtschaftlich bescheidenen Verhältnissen lebten, stimmt mindestens mit Blick auf den eingangs erwähnten Missstand sicher nicht. Durch die Ungleichbehandlung bei der Kinderbetreuung wird dieser Effekt noch verstärkt.

Nun komme ich zur Abkürzung, die wir hoffentlich einschlagen können. Ich habe vom zuständigen Regierungsrat gehört, dass er bereit ist, die erwähnten Missstände – über diese und andere haben wir hier bereits mehrmals diskutiert und dazu verschiedene Vorstösse und Planungserklärungen überweisen – in nächster Zeit irgendwann einmal in einem Gesamtaufwisch anzupacken. Wenn Regierungsrat Neuhaus das entsprechende Commitment abgibt, all die erwähnten und hier mehrfach diskutierten Punkte endlich anzupacken, bin ich im Sinne der Ratseffizienz bereit, diese Motion in ein Postulat umzuwandeln. Dieses kann ebenfalls geprüft werden, um zu sehen, ob vielleicht eine gerechtere Lösung möglich wäre. Deshalb bitte ich darum, Christoph Neuhaus das Wort zu geben. Wenn er bereit ist, dieses Thema in nächster Zeit gesamthaft anzupacken, dann bin ich bereit, die Motion umzuwandeln und hoffe, dass wir die Beratung kurz halten können.

Le président. Grossrat Löffel, bitte warten Sie kurz am Rednerpult. Herr Regierungsrat, Sie haben das Wort.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Ob die Beratung kurz ausfällt oder nicht, liegt primär am Motionär und nicht an mir! Er hat die Möglichkeit, seinen Vorstoss zurückzuziehen, ich nicht. Es handelt sich um eine Richtlinienmotion. Auf den 1. Juli dieses Jahres werden wir die entsprechende Verordnung, die Kantonale Krankenversicherungsverordnung (KKVV), anpassen. Dies habe ich vor der Mittagspause mit Ruedi Löffel besprochen und im Zuge der nächsten Revision schauen wir das gesamte Thema wieder an. Diese Forderung zu erfüllen, ist nicht ganz einfach! Was ist ein Konkubinat? Es gibt keine Definition. Wer mich kennt, weiss, dass ich abends um elf oder zwölf Uhr nicht die Hand in irgendwelche Betten stecken möchte. Dies gilt es bei den Zweitwohnungen zu tun, wo man sehen muss, ob ein Bett warm ist. Hier geht es darum, ob zwei im selben Bett liegen. Allerdings müssen zwei, die im selben Bett liegen, noch lange kein Konkubinatpaar sein. Dies ist das eine. Das andere ist, dass Familien, die eine Drittbetreuung bezahlen, mehr abziehen können. Die Drittbetreuung müssen sie aber bezahlen. Schliesslich gibt es Familien, wo beide Elternteile arbeiten müssen, um die Familie durchzubringen. Deshalb ist es keine Frage von Schwarz oder Weiss; es besteht ein grosser Graubereich. Damit Sie nicht das Grauen packt, weil ich nicht zu lange sprechen sollte, Folgendes: Klar ist, dass die nächste KKVV so sicher ist wie das Amen in einer bernischen Kirche! Vor diesem Hintergrund gebe ich hier das Versprechen ab, diese Themen wieder anzuschauen. Jetzt ist der Ball wieder beim Motionär.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EPV). Ich habe gehofft, Sie sagen, wir hätten spätestens in zwei Jahren eine Revision vor Augen. Dennoch bin ich bereit, die Motion in ein Postulat umzuwandeln und hoffe, dass dieses so überwiesen wird.

Le président. Wie Sie gehört haben, ist die Motion in ein Postulat umgewandelt worden. Wäre der Regierungsrat zur Annahme eines Postulats bereit? – Das ist der Fall. Ist dies bestritten? – Das ist der Fall. Wir fahren mit der Diskussion weiter, es tut mir leid. Ich habe mein Möglichstes getan. Als nächste Fraktionssprecherin hat Grossrätin Kohli für die BDP das Wort.

Vania Kohli, Berne (PBD). Ruedi Löffel meint es zwar gut, vermischt aber ein paar Dinge. Hier geht es eigentlich nur um dieses Postulat und allein um dieses. Es ist sonnenklar – im Moment sogar draussen –, dass wenn zwei verschiedene Familien genau gleich viel verdienen, nehmen wir an 50 000 Franken, die eine Familie 8000 Franken für die Drittbetreuung der Kinder ausgibt und dies wahrscheinlich nicht ganz freiwillig, sondern weil sie auf einen zweiten Lohn angewiesen ist. Somit verfügt diese Familie halt über 8000 Franken weniger, ihre wirtschaftliche Leistungsfähigkeit

nimmt um diesen Betrag ab und gleichermassen auch die Kaufkraft. Es ist auch sonnenklar und richtig, dass die Familie, welche das Geld ausgegeben und weniger zur Verfügung hat, höhere Abzüge respektive höhere Prämienverbilligungen erhalten soll. Deshalb unterstützt die BDP-Fraktion diese Motion sicher nicht und ebenso wenig das Postulat, wobei dieses 1 Stimme erhält und es die anderen ablehnen werden.

Andrea de Meuron, Thoune (Les Verts). Für die Berechnung des Prämienverbilligungsanspruchs werden persönliche, familiäre und finanzielle Verhältnisse der Familie bzw. der alleinstehenden Person berücksichtigt. Aus Sicht der grünen Fraktion ist dies wichtig und auch richtig so. Bei der Prämienverbilligung geht es nicht um das gewählte Familienmodell. Manchmal hat man schlicht auch nicht die Wahl. Es geht um das effektive Haushaltsbudget. Auch gilt es festzuhalten, dass es bei Familien mit Prämienverbilligungsanspruch grossmehrheitlich nicht zutrifft, dass die Drittbetreuung der Kinder eine freiwillige Ausgabe ist – im Gegenteil: Hier haben wir schon eine etwas andere Auffassung als Kollege Löffel. Die von ihm in den Raum gestellte Forderung bestraft grossmehrheitlich alleinerziehende Frauen, die arbeiten müssen und aus diesem Grund auf eine Fremdbetreuung angewiesen sind. Was das Beispiel der alleinerziehenden Frau anbelangt, welche einen Partner mit einem Verdienst von 100 000 Franken hat, kann nicht davon ausgegangen werden, dass dieser Partner verantwortlich ist und die Kosten für die Kinderkrippe übernimmt. Ich halte diese Vorstellung irgendwie für verfehlt und denke, dass es sich um Ausnahmen, aber sicher nicht um die Mehrheit handelt. Die externe Betreuung kostet Geld und dieses Geld – um dieses geht es – fehlt dann eben im Haushaltsbudget. Die Antwort des Regierungsrats begründet dies gut und nachvollziehbar. Eigentlich würden wir seiner Empfehlung auch folgen, indem wir die Motion ablehnten. Ich gehe davon aus, dass wir ebenso ein Postulat ablehnen werden.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Ja, wir haben in der letzten Septembersession den dritten Betreuungsabzug bei der Revision des Steuergesetzes (StG) auf 8000 Franken erhöht, was auch im Vergleich zu den anderen Kantonen ein feudaler Betrag ist. Gemessen am Steuerniveau befinden wir uns dort sehr weit vorne. Unsere Fraktion war damals auch geteilter Meinung. Die einen hiessen diese Erhöhung gut, die anderen nicht. Damals lag ein Antrag vor – Sie erinnern sich vielleicht –, welcher auch Eltern einen Abzug gewähren wollte, welche ihre Kinder selber betreuen und nicht beim Staat anklopfen, – Eltern, welche selber Verantwortung übernehmen, sei es zusammen mit anderen Eltern, mit den Grosseltern, anderen Verwandten oder Nachbarn. Leider wurde dieses Zeichen der Wertschätzung damals verwehrt. Dieser Antrag stand unter dem Motto «Für alle statt für wenige». Dies wurde den Familien damals verwehrt. Nun hat man mit dem Fremdbetreuungsabzug von 8000 Franken nicht nur eine Besserstellung der fremdbetreuenden Familien und eine Schlechterstellung der Familien geschaffen, welche selber für ihre Kinder schauen. Zugleich hat man mit der Prämienverbilligung einen doppelten Effekt eingeführt. Dies ist aus unserer Sicht ungerecht und absolut stossend, wie es der Motionär – oder jetzt nur noch der Postulant – richtig dargelegt hat. Aus diesem Grund unterstützt die SVP-Fraktion dieses Postulat einstimmig. Wir hätten auch die Motion unterstützt, heissen aber jetzt einstimmig das Postulat gut.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Wir lehnen diesen Vorstoss auch als Postulat ab und zwar, weil er willkürlich einen Steuerabzug bei den Prämienverbilligungen streichen möchte. Ein analoger Vorstoss wäre ein Postulat mit dem Titel «Keine Bevorzugung von Pendlern bei den Prämienverbilligungen». Denn heute ist es so, dass sämtliche Abzüge für die Gewinnungskosten bei den Prämienverbilligungen berücksichtigt werden und deshalb auch eine Familie, welche mehr pendelt, mehr Prämienverbilligungen erhält. Wir finden auch dies fragwürdig, aber es entspricht der heutigen Regelung. Der Kollege Trüssel und ich hätten gerne einmal prüfen lassen, was geschieht, wenn sämtliche Steuerabzüge abgeschafft und dafür die Steuern für alle gesenkt würden. Damit hätte man die erwähnten Ungerechtigkeiten nicht mehr. Wir mussten dieses Postulat zurückziehen, weil uns keine einzige Fraktion ihre Zustimmung signalisiert hatte. Wir lehnen diesen Vorstoss ab, zumal durch den Abzug der Gewinnungskosten im aktuellen System gewisse Personen privilegiert behandelt werden und andere nicht. Gewisse erhalten mehr Prämienverbilligungen, andere nicht. Dies widerspräche dem heutigen System und deshalb lehnen wir diesen Vorstoss ab. Wir sind aber sehr gerne bereit, wieder einmal über ein effizientes Steuer- und Prämienverbilligungssystem zu sprechen, indem wir die Abzüge generell diskutieren.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Es wäre sehr unklug, wenn ich hier – während meine Frau und ich

uns hier im Rat befinden – sagte, unsere Kinder seien zuhause im Keller eingesperrt! Schneller als man denkt würde wahrscheinlich im «Blick» über uns berichtet! Nein, wir sind privilegiert und haben zur Hälfte eine private Kinderbetreuung und zur anderen Hälfte ein Kindermädchen, welches wir angestellt haben. Wir erachten uns als privilegiert und ich würde mich nicht trauen, diese Kosten abzuziehen. Als familienfreundliche Partei unterstützt die EDU-Fraktion diese Motion. Noch zu Andrea de Meuron: Ein Partner, der bei der Kinderbetreuung nicht mittragen hilft, ist nur ein halber Partner!

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die EVP-Fraktion unterstützt die Forderung, wonach Familien aufgrund der Kinderbetreuungsform nicht diskriminiert werden dürfen. Die Kosten für die Kinderbetreuung für Dritte sollen bei der Berechnung der Prämienzuschüsse nicht mehr geltend gemacht werden können. Hierzu ein kleines Beispiel: Teilen die Eltern die Erwerbsarbeit auf und machen für die Kinderbetreuung Kosten geltend, so werden diese bei der Berechnung abgezogen. Die betreffende Familie erhält bei einem entsprechenden Einkommen eine Prämienverbilligung. Entscheiden sich aber die gleichen Eltern für eine Aufteilung der Erwerbsarbeit und für die Kinderbetreuung, während nur eine Person erwerbstätig ist, können sie keine Kosten in Abzug bringen. Und dies egal, wie sie ihre Kinderbetreuung organisieren und ganz egal, ob sich die betroffenen Personen zusätzlich ehrenamtlich engagieren, beispielsweise noch Kinder von befreundeten Familien betreuen oder ob sie schlicht und ergreifend das eigene Familienmanagement wahrnehmen. Die gleiche Familie erhält unter Umständen gar keine Prämienverbilligung! Dies ist sowohl ein Systemfehler als auch eine Ungerechtigkeit gegenüber den betroffenen Eltern. Wir finden es nicht richtig, dass gewisse Betreuungsformen durch unser Prämienverbilligungssystem privilegiert werden, und dies unabhängig davon, wie man die Kinderbetreuungsformen bewertet. Es gibt in dieser Frage kein richtig oder falsch.

Der Regierungsrat schreibt, dass insbesondere alleinerziehende Eltern darauf angewiesen sein könnten, ihre Kinder durch Drittpersonen betreuen zu lassen, weshalb die Abzüge wichtig seien. Diesbezüglich gibt es Folgendes zu bedenken: Ist Bedarf vorhanden, ist die Wahrscheinlichkeit sehr hoch, dass der Anspruch auf Prämienverbilligung bereits gegeben ist. Dies, weil das Einkommen eben sehr tief ist. Sollte eine alleinerziehende Person aufgrund dieser Anpassung keine Verbilligung mehr erhalten, hat sie offensichtlich ein derart hohes Einkommen, dass sie sich die Kinderbetreuung leisten kann. Ansonsten wäre das System insgesamt schlecht aufgestellt. Unser System sollte so funktionieren, dass es keine Rolle spielt, ob man die Kinderbetreuung selber wahrnimmt und auf Einkommen verzichtet, die Kinderbetreuung ohne Kosten organisiert, oder ob man für die Kinderbetreuung Geld ausgibt. Wer den Motionären – oder jetzt den Postulanten – mangelnde Solidarität vorwirft, muss zudem bedenken, dass die Kinderbetreuungskosten häufig auf die Einkommenssituation der Eltern abgestimmt sind. Das heisst, dass bei der Prämienverbilligung hier nicht nachgedoppelt werden muss. Die EVP unterstützt dieses Postulat aus Überzeugung.

Meret Schindler, Berne (PS). Familien, die ihre Kinder selber betreuen, haben tiefere Kosten als solche, die beim gleichen Einkommen ihre Kinder nicht selber betreuen. Die Motionäre – in diesem Moment sind es alle Männer – wollen eine Herdprämie einführen! Wir von der SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnen natürlich auch das Postulat ab!

Freunde von mir bezahlen 200 bis 500 Franken für eine Tagesmutter, erhalten aber fast keine Prämienverbilligung respektive etwa 20 Franken. Die Nachbarn von nebenan betreuen ihre Kinder selber. Der Mann verdient ein ähnliches Einkommen wie das befreundete Paar; sie erhalten aber keine Prämienverbilligung. Weil meine Freunde aber nur 20 Franken Ermässigung erhalten, die Nachbarn aber 200 bis 500 Franken weniger Ausgaben haben, sind eigentlich jene massiv schlechter gestellt, wo beide arbeiten.

Zu Lars Guggisberg: Wir klopfen nicht einfach beim Staat an! Die Kita bezahlen wir selber und wir bezahlen Steuern. Wenn wir mehr arbeiten, bezahlen wir auch mehr Steuern! Es geht auch nicht darum, jemanden doppelt zu erleichtern, sondern darum, dass die Hindernisse für die Familien minimiert werden, damit sie ihren Lebensunterhalt selber bestreiten können.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Der Postulant bezieht sich auf den Beschluss des Grossen Rates aus der Septembersession 2015. Für mich ist die Antwort der Regierung zu dieser damaligen Motion zutreffend. Weil die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit für die Prämienverbilligung entscheidend ist, ist es zentral, dass die Drittbetreuungskosten für die Berechnung berücksichtigt werden. Ansonsten ist die Gleichbehandlung der Familien in Bezug auf die wirtschaftliche

Leistungsfähigkeit nicht mehr gewährleistet. Das Aufrechnen des steuerrechtlichen Abzugs für die Drittkosten von Kindern ist deshalb bei der Berechnung des Prämienverbilligungsanspruchs nicht gerechtfertigt. Folglich wird die Fraktion FDP auch das Postulat ablehnen.

Le président. Wir sind bei den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern angelangt. Zuerst hat sich Grossrat Müller, FDP, angemeldet.

Philippe Müller, Berne (PLR). Ich fühle mich in die Diskussion über den Drittbetreuungsabzug von letztem Herbst zurückversetzt. Es gibt wieder die gleichen Fronten und man hört die gleichen Argumente. Allerdings war der damalige Entscheid eindeutig und doch versucht man, diesen ein halbes Jahr später, ein Stück weit rückgängig zu machen. An den Fakten hat sich aber seit dem September 2015 nichts geändert. Wer für Kinderbetreuung bezahlt, hat eben zusätzliche Auslagen, welche andere nicht haben. Darum geht es und nicht um irgendwelche Diskriminierungen von Kinderbetreuungsformen, wie wir dies gehört haben. Aber eben, dies haben wir alles bereits im vergangenen Herbst gehört. Es geht nicht an, dieses Ansinnen noch kurz vor Torschluss bzw. vor dem Sessionsende durchzudrücken, weder als Motion noch als Postulat.

Le président. Wünscht der Antragsteller vor oder nach dem Regierungsrat nochmals das Wort? – Möchte sich der Regierungsrat noch einmal äussern?

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Vielleicht noch ein Wort zur schwierigen Frage des Konkubinats. Sie können in der «Aargauer Zeitung» nachlesen, dass sich eine Grossrätin aufgeregt hat, weil sie mit ihrem Sohn zu einem Konkubinatspaar gemacht wurde. So viel zum Thema der einfachen Umsetzung! Die betroffene Frau, eine Grossrätin namens Koller, wurde mit ihrem Sohn zu einem Konkubinatspaar gemacht. Vielleicht wissen Sie nun auch, weshalb wir etwas zögern. Mit der Annahme dieser Motion schmeissen Sie 3000 Familien aus der Prämienverbilligung! Damit würden wahrscheinlich Familien getroffen, die kein allzu grosses Einkommen haben. Nun muss ich fragen: Wollen Sie das? Die 8000 Franken für Kinderbetreuung können nicht einfach so geltend gemacht, sondern müssen entsprechend ausgewiesen werden. Beide verdienen anscheinend und entsprechend haben sie auch Ausgaben. Vor diesem Hintergrund bitte ich Sie, diese Motion abzulehnen.

Le président. Der Postulant hat nochmals das Wort.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Philippe Müller, das wegen kurz vor Torschluss kannst du mir nicht zum Vorwurf machen. Das Geschäft ist halt so auf der Traktandenliste und deshalb war das ein dummer Spruch! Was die Fronten bezüglich des Steuergesetzes anbelangt, verweise ich auf das «Tagblatt». Dort kannst du nachlesen, wie sich die EVP verhalten hat. Dieser Spruch war nicht sehr faktenbasiert! Das mit der Herdprämie war ein ziemlich dummer Spruch, das weisst du selber, und deshalb muss ich nicht darauf eingehen. Es geht nicht um eine Herdprämie. Es ist falsch, hier vorne – auch in der regierungsrätlichen Antwort – zu behaupten, die Kinderbetreuung koste nichts, wenn man sie selber organisiert. Nebst dem, dass dies durchaus auch etwas kosten kann, gibt es, wenn man – aus welchen Gründen auch immer – nur eine Anstellung hat, ohnehin keine Abzugsmöglichkeit. Wenn jemand vielleicht bewusst auf ein Einkommen verzichtet, um die Kinder zu betreuen, kann man auch das als Kosten bezeichnen. Für die BDP möchte ich nochmals rasch den Zusammenhang zur eingangs erwähnten Motion herstellen, in der Hoffnung, dass vielleicht ein, zwei Mitglieder mithelfen könnten: Vania Kohli, es gibt eben einen Zusammenhang! Der Effekt ist, dass sogenannte Alleinerziehende, welche in der Statistik von Christoph Neuhaus als solche geführt werden, als alleinerziehend gelten, wenn sie in einer Partnerschaft leben. Dann sind diese nicht telquel bedürftig, sondern es kommt eben sehr darauf an, was der neue Partner oder die neue Partnerin für Einkommensverhältnisse hat. Darauf wird bei der Krankenkassenprämienverbilligung schlicht nicht eingegangen. Dies ist ein riesiges Problem, welches endlich gelöst werden sollte. Was ich in dieser Motion anspreche, verstärkt diesen Effekt zusätzlich, weil bei den sogenannten Alleinerziehenden auch noch die Drittbetreuungsabzüge hinzukommen und somit die Einkommensmöglichkeiten einer neuen Partnerin oder eines neuen Partners noch höher ausfallen. Deshalb gibt es einen Zusammenhang, den ich am Anfang auch angeführt habe.

Danke, wenn Sie mithelfen, das Postulat zu überweisen. Wenn die Regierung das Gesamtpaket

endlich anpackt und die Missstände bei der Anspruchsberechtigung beseitigt, bin ich sicher, dass es auch einen Weg geben wird, die Betreuung der Kinder – sei es bis zum sechsten oder bis zum zehnten Lebensjahr – auch irgendwie anzurechnen. Dies sowohl bei jenen, die die Betreuung selber organisieren als auch bei jenen, die diese extern in Auftrag geben oder beziehen.

Le président. Grossrat Müller fühlt sich angesprochen. Ich bitte ihn, nur auf diesen Teil zu sprechen zu kommen.

Philippe Müller, Berne (PLR). Dieser Teil ist jener des dummen Spruchs betreffend kurz vor Torschluss, lieber Ruedi Löffel. Du bist es gewesen, der gesagt hat, man könne die Debatte hier im Sinne der Ratseffizienz verkürzen! Dies ist jedoch kein Grund, ein Postulat durchzuwinken, welches man nicht will!

Le président. Vielleicht können Sie dies bei einem Kaffee im Anschluss an die Session regeln. Wir kommen zur Abstimmung. Werte Grossrätinnen und Grossräte, ich möchte Sie bitten, danach nicht aus dem Saal zu rennen. Es folgen noch zwei Verabschiedungen; nur damit Sie das wissen. Wer diesem Postulat zustimmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui 61

Non 62

Abstentions 1

Le président. Sie haben das Postulat abgelehnt. (*Le président agite sa cloche.*)

Hommage à des députées démissionnaires

Le président. Darf ich Sie bitten, noch weiter zuzuhören? Ich versuche wirklich, die Sitzung nicht bis um 16.00 Uhr durchzuziehen.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Grüne)

«Demission Grosser Rat: Sehr geehrter Herr Grossratspräsident. Hiermit gebe ich meinen Rücktritt als Grossrätin des Kantons Bern auf den 31. Juli 2016 bekannt. Vor genau zehn Jahren wurde ich in den Grossen Rat gewählt. Ich habe diese Zeit und das Amt als Grossrätin als grosse Bereicherung erlebt. Die vielen Einblicke ins Funktionieren eines grossen Kantons, die Begegnungen mit den Persönlichkeiten im Rat, in der Regierung, aber auch in der Verwaltung, die vielen Veranstaltungen und Aufgaben im Zusammenhang mit diesem Amt haben meinen Horizont erweitert und waren sehr prägend und eindrücklich. Die zehn Jahre waren aber auch streng für mich als engagierte Musikerin und Pädagogin und als Mutter von zwei Kindern. Darum habe ich letzten Herbst entschieden, dass ich in Zukunft wieder auf zwei statt auf drei Beinen stehen möchte und dass ich vor allem wieder mehr Freiraum für meine berufliche Entwicklung brauche.

Hanns Eisler, der Komponist von vielen Brecht-Liedern hat einmal gesagt: «Wer nur von Musik etwas versteht, versteht auch davon nichts.» Diesem Satz bin ich als junge Musikstudentin begegnet. Er gab mir viel zu denken und begleitet mich seither. Ich hoffe andererseits, dass ich mit meinem Hintergrund als Musikerin hier in der Politik auch etwas zum Verständnis für den Wert der Kultur und vor allem der kulturellen Bildung beitragen konnte. Ich wünsche mir für die nächsten Jahre, dass hier im Grossen Rat dank der neuen Mehrheit im Regierungsrat wieder etwas weniger blockhaft und hart politisiert wird. Wir alle möchten, dass es dem Kanton mit seiner Bevölkerung gut geht. Da ist es unabdingbar, dass wir einander offen und respektvoll zuhören und versuchen, uns zu verstehen. So wird die Lösungs- und allenfalls Kompromissfindung einfacher.

Ich habe in den zehn Jahren als Grossrätin einige geglückte und zukunftsfähige Lösungen mitgestalten dürfen. Sie sind alle dadurch möglich geworden, dass Verständnis für das Gegenüber wach wurde und zum Tragen kam. Und, um bei Eisler zu bleiben, wünsche ich den Mitgliedern des Grossen Rates viel Neugier und echtes Interesse für das andere. Denn wer nur von Politik etwas

versteht, versteht auch davon nicht viel. Ich danke herzlich allen Personen in den verschiedenen Ämtern und Bereichen, die sich im Hintergrund für den Grossen Rat einsetzen. Ich wünsche Ihnen allen alles Gute und viel Befriedigung bei Ihren Tätigkeiten. Mit freundlichen Grüssen. Hinterkappelen, 11. Mai 2016. Bettina Keller, Grossrätin Grüne.» (*Applaudissementss*)

Liebe Bettina Keller, von einer grünen Welle zu sprechen, ist wohl etwas übertrieben. Heute verabschieden wir ja zwei grüne Politikerinnen aus den Wahlkreisen Mittelland-Nord und Mittelland-Süd. Beide waren etwa gleich lange im Amt. Frau Grossrätin Keller, liebe Bettina, als Musikerin und Musiklehrerin bist du es gewohnt, die erste Geige zu spielen. Seit deiner Wahl und dem Amtsantritt am 1. Juni 2006 hast du im Grossen Rat viel geleistet und bewegt. Insgesamt haben wir 14 Vorstösse von dir behandelt. Im Fokus standen die Themen Bildung, Gesundheit und Verkehr. Du warst in 11 Gremien als Mitglied, als Kommissionsvizepräsidentin oder sogar als Kommissionspräsidentin tätig. Vom 1. Juni 2014 bis zu deinem Ausscheiden aus dem kantonalbernischen Parlament warst du zudem Fraktionspräsidentin der grünen Fraktion hier im Grossen Rat. Am 11. März 2016 wurde mit der Thuner Grossrätin Andrea de Meuron deine Nachfolgerin als Fraktionschefin gewählt. Sie wird dieses Amt der Grünen nach der Sommerpause in der Septembersession aufnehmen. Immer wieder hast du uns, liebe Bettina, mit deiner offenen, ehrlichen, direkten und integrativen Art verblüfft, aber auch begeistert! Jetzt hast du entschieden, dass zehn Jahre genug sind. Dies ist legitim. Als engagierte Musikerin und Pädagogin sowie vor allem als Mutter von zwei Kindern gibt es im Leben auch noch andere Dinge und andere Herausforderungen. Hierfür wünschen wir dir viel Freude und Genugtuung. Wir versprechen dir, auch uns liegt der Kanton Bern am Herzen! Auch wir wollen, dass es den Menschen in unserem Kanton gut geht. Du wünschst uns Neugier und ein echtes Interesse für das andere. Diese Wünsche nehmen wir ernst und werden uns gelegentlich am Komponisten Hanns Eisler und seinen Brecht-Liedern orientieren. Ich werde auch dafür sorgen, dass Werte wie Respekt, Hochachtung, gegenseitiges Zuhören hier im Ratssaal gelebt und vorgelebt werden. Dir wünschen wir alles Gute für deine Zeit in Hinterkappelen und danken dir im Namen aller Grossrätinnen und Grossräte sowie der Regierung für deine Arbeit, dein immenses Wirken und dein grosses Engagement zugunsten unseres Kantons. Und dieser Applaus ist für dich! (*L'assemblée se lève et applaudit.*)

Rita Haudenschild, Spiegel (Grüne)

«Rücktritt aus dem Grossen Rat und der GPK des Kantons Bern auf den 31. Juli 2016. Lieber Herr Grossratspräsident, geschätzte Kolleginnen und Kollegen. Vor elf Jahren, ohne graue Haare und neugierig habe ich in der hintersten Reihe unter der Journalistentribünen im Grossen Rat Platz genommen. Ein Jahr später, auf Beginn der neuen Legislatur, wechselte unsere mittlerweile grosse Fraktion auf die Seite der Zuschauertribüne, vier Jahre später auf die Fensterseite im Grossratssaal. Wechsel gab es auch weniger offensichtliche, dafür tiefgreifendere. Die Änderung des Grossratsgesetzes und damit einhergehend der Wechsel von nicht-ständigen Fachkommissionen zu ständigen Sachbereichskommissionen hat für mich den Ratsalltag eintöniger werden lassen. In verschiedenen Fachkommissionen immer wieder Ratskolleginnen und Ratskollegen aus unterschiedlichen Fraktionen näher kennenzulernen, mit ihnen über Gesetzesartikel zu feilschen und eine tragfähige Lösung zu suchen, war für mich der interessanteste Teil der Ratsarbeit. Der neue Betrieb wird sich festigen, vor allem auch mit neuen Grossratsmitgliedern, die uns «alte» ablösen. Rückblickend habe ich den Eindruck, die Kluft zwischen Stadt und Land sei tiefer und das Verständnis für die jeweiligen Lebenswelten geringer. Ob dies einem starken Kanton, der sich in der Schweiz behaupten muss, förderlich ist, werden die kommenden Jahre zeigen.

Mein Grossratsmandat war eine ideale Ergänzung zu meiner Tätigkeit als Gemeinderätin. Der nahe Kontakt zu Regierung und Verwaltung, das Kennen der Abläufe hat immer wieder zu Synergien geführt. Nie ganz klar wurde mir, ob Kanton und Regierungsrat ein Interesse an grösseren und stärkeren Gemeinden haben. Gemeindefusionen sind spärlich, Regionalkonferenzen noch nicht gebildet, Druck wird von Seiten Kanton keiner ausgeübt. Fürchtet er durch die Auseinandersetzung mit Gemeinden auf Augenhöhe das Untergraben seiner Rolle als Mittler zum Bund? Ich danke meinen Fraktionsgspändli und auch Grossratskolleginnen und -kollegen für die vielen guten Gespräche und die politischen Auseinandersetzungen, die ich nicht missen möchte, und wünsche euch weiterhin viel Freude und Engagement bei eurer Arbeit im Grossen Rat des Kantons Bern. Spiegel, 18. Mai 2016. Herzlich grüsst euch Rita Haudenschild.» (*Applaudissements*)

Frau Grossrätin Haudenschild, liebe Rita, als vollamtliche Gemeinderätin von Köniz weisst du ja auch, worum es in einer Exekutive geht, und Unternehmergeist hast du ohnehin erwiesen, zuvor als Mitinhaberin eines Büros für Umwelttechnik und Luftreinhaltung. Von reiner Luft konnte man hier im

Rathaus nicht immer sprechen. Zeitweise war die Luft sogar zu dick zum Schneiden oder sie war zwischendurch sogar draussen, aber gelegentlich war sie wieder Richtung rein und frisch. Aber so ist die Politik.

Als gelernte Biologin, ökologisch konsequent, sozial engagiert und global solidarisch, konntest du gut damit umgehen. Nach elf Jahren hast du dich jetzt entschieden, aus dem Grossen Rat des Kantons Bern auszutreten. Am 15. März 2005 wurdest du hier vereidigt. Seither hast du innerhalb von elf Jahren 22 Vorstösse eingereicht. Zuletzt warst du Mitglied der Geschäftsprüfungskommission (GPK), zuvor Mitglied in 11 verschiedenen Kommissionen. Du warst auch Kommissionsvizepräsidentin der Besonderen Kommission «Wassernutzungsgesetz und Dekret über die Wassernutzungsabgabe» sowie Kommissionsvizepräsidentin der Besonderen Kommission «Gesetz über die Pärke von nationaler Bedeutung und das Weltnaturerbe». Wie deine grüne Kollegin Bettina Keller wirst du auch fortan mehr Zeit für die Familie und deine zwei Töchter haben. Geniesse diese Zeit im Spiegel und blicke gelegentlich auch in diesen Spiegel, damit du uns vielleicht bei Gelegenheit auch wieder einmal den Spiegel vorhalten kannst! Du bist nicht nur lic. phil. nat. in Biologie, du hast an der Uni Bern auch das Turnlehrerdiplom II errungen. Dass du im Bereich Umwelt stark bist, wissen wir. Aber wir sind auch überzeugt, dass dir fortan die Turnübungen mit uns fehlen werden – natürlich die politischen! Sollte dir einmal langweilig sein oder es klopft, wie in Franz Hohlers Bestseller «Es klopft», dann komm vorbei und geniesse es, vielleicht von hier oben, von der Zuschauertribüne, aus. Dir, Rita, wünsche ich alles Gute. Der Grosse Rat und all deine Kolleginnen und Kollegen danken dir herzlich für dein Wirken, deine Arbeit, dein Engagement und deine Freundschaft. Wir wünschen dir nur das Beste! Der kommende Applaus gehört dir allein. (*L'assemblée se lève et applaudit.*)

Werte Kolleginnen und Kollegen, erlauben Sie mir noch ein kurzes Schlusswort. Es folgt noch eine Bärengeschichte. (*Hilarité*) Morgen Freitag beginnt bei unserem Nachbar Frankreich die Fussball-Europameisterschaft. In ganz Fussball-Europa ist ab sofort wieder so richtig der Bär los. Büne Huber von «Patent Ochsner» würde sagen, «Wehe, wenn sie losgelassen, all die Unterarm tätowierten Pussys.» Aber lassen wir das. Wenn heute Nachmittag die erste Session unter meiner Leitung zu Ende geht, sage ich gleichwohl nach diesem Programm: schneller als man denkt! Ich hoffe, dass Ihnen allen die zwölf Bären Geschichten gefallen haben. Ich freue mich schon jetzt, Sie im September wiederzusehen. Bis dahin sollten wir auch wissen, wer Fussball-Europameister geworden ist. Aus der Bären-Stadt Bern wird es keiner sein. Aber damit können wir sicher leben. Immerhin sind ja die «Mutzen» Schweizer Meister im Eishockey geworden, und wir müssen nicht gerade übertreiben. Werte Kolleginnen, werte Kollegen, für diese Sommerzeit – wenn ich aus dem Fenster sehe, sieht es zwar besser aus, aber mit Blick auf den Wetterbericht muss ich wohl von der bevorstehenden schulfreien Zeit sprechen – wünsche ich Ihnen, dass Sie gesund bleiben und eine gute Zeit erleben. Ich freue mich auf den September. Ich möchte mich ganz herzlich für die gute Session bedanken! (*Applaudissements*)

Fin de la séance et de la session à 15 heures 30.

La rédactrice :
Eva Schmid (d)